

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-Patrie



PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT



MINISTRE DE LA PLANIFICATION, DU DEVELOPPEMENT ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION GENERALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA COMPTABILITE NATIONALE

**CONTRIBUTION AU PIB DES INSTITUTIONS SANS BUT
LUCRATIF AU SERVICE DES MENAGES
(ISBLSM)**

Rapport d'analyse

Draft

Avril 2010

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	i
AVANT-PROPOS	ii
RESUME EXECUTIF	iv
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES GRAPHIQUES.....	vii
LISTE DES ANNEXES.....	vii
SIGLES ET ABBREVIATIONS.....	viii
INTRODUCTION	1
1. METHODOLOGIE DE L'ETUDE.....	2
1.1. Base de sondage et échantillonnage.....	2
1.2. Adaptation des documents de collecte	3
1.3. Recrutement et formation des agents de collecte.....	3
1.4. Sensibilisation des ISBLSM.....	3
1.5. Collecte, saisie et traitement des données	4
2. ANALYSE DES RESULTATS.....	4
2.1. Caractéristiques des ISBLSM	4
2.1.1. Année de création ou d'installation au Togo et le statut juridique.....	4
2.1.2. Accord programme des ISBLSM avec le gouvernement.....	6
2.1.3. Localisation géographique dans le pays	8
2.2. Domaines d'intervention des ISBLSM.....	8
2.3. Les Ressources Humaines	12
2.4. Les Ressources Financières	13
2.5. Dépenses	14
2.5.1. Dépenses de fonctionnement.....	14
2.5.2. Dépenses d'investissement	15
CONCLUSION	17
BIBLIOGRAPHIE.....	18
ANNEXES.....	19

AVANT-PROPOS

L'enquête sur la contribution des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) a pour but de mesurer leur apport à la création de la richesse nationale. L'évaluation de cette contribution passe par l'identification de ces institutions, la collecte et le traitement des données statistiques dont elles disposent.

La réalisation de la présente enquête a été possible grâce à l'appui matériel et financier que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a accordé à la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN).

La Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN) qui vient de réaliser cette enquête, a donc le plaisir de mettre à la disposition des utilisateurs la publication intitulée «Contribution au produit intérieur brut des institutions sans but lucratif au service des ménages».

L'objectif principal de l'étude est de mesurer la contribution des ISBLSM à la production nationale. Il est spécifiquement question de:

- Evaluer la production des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) au Togo pour les années 2007 et 2008 ;
- Collecter régulièrement les données sur la production des ISBLSM en vue de l'élaboration des comptes nationaux.

Force est de constater que ces institutions interviennent dans tous les domaines de l'activité économique, de la santé à la culture et loisirs, en passant par l'éducation, le développement local, les services sociaux, l'environnement, etc.

L'importance de la participation de la société civile, à travers les ISBLSM, dans le développement socio-économique et la place qu'elles occupent au niveau de l'offre des services aux communautés à la base n'est plus à démontrer.

En effet, à travers tout le pays, on observe des bonnes volontés qui construisent des écoles, des dispensaires, réalisent des forages d'eau et des latrines, fournissent des appuis aux initiatives locales et groupements de développement et des aides en nature aux personnes en difficultés.

La Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN) tient à adresser ses vifs remerciements :

- au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour son appui matériel et financier ;

- aux autorités administratives et traditionnelles pour les facilités offertes lors de l'opération ;
- au personnel d'encadrement technique pour l'esprit de sacrifice et tous les efforts consentis ;
- aux Directeurs Régionaux de la Statistique et de la Comptabilité Nationale et aux agents de collecte, de saisie et de traitement pour le travail bien fait ;
- aux Responsables des Associations et Organisations Non Gouvernementales (ONG) pour leur franche collaboration à la réussite de l'opération.

Le Directeur Général

Kokou Yao N'GUSSAN

RESUME EXECUTIF

Les institutions sans but lucratif sont des unités légales ou sociales, créées dans le but de produire des biens ou des services, auxquelles leur statut interdit d'être une source de revenu, de profit ou d'autre gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent.

Parmi ces ISBL (non marchandes), il existe celles qui sont contrôlées et, principalement ou totalement, financées par des administrations publiques et les autres et qui sont au service des ménages.

Elles doivent normalement avoir un rôle permanent à jouer, et elles ne sont pas censées être créées pour la réalisation de projets spécifiques de durée limitée

Ces institutions représentent une force économique réelle et de plus en plus considérable dans le développement.

Malheureusement, en dépit du rôle pertinent que jouent ces acteurs dans la vie socio-économique, leur participation au processus de développement économique n'est pas visible. Le montant de leurs investissements ainsi que leur contribution à la production nationale sont soit souvent sous-évalués, soit ne sont même pas évalués.

Caractéristiques des ISBLSM

Les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) couverts par cette enquête existent au Togo depuis l'année 1924. Elles sont majoritairement (84,7%) des institutions nationales et créées pour la plupart (94%) au cours de la période 1987-2007. Leur répartition géographique montre qu'elles sont concentrées dans la capitale (60%), avec 14% dans la région des Plateaux, 9% dans la région des Savanes, 7% dans la région Maritime ; 6% dans la Kara et 5% dans la région Centrale.

Malgré les avantages que confère la signature d'un accord programme avec le gouvernement, seules 41 % de ces institutions ont un accord programme avec le gouvernement. Parmi celles-ci, 77,6% ont un statut national contre 17,3% pour celles qui ont un statut juridique international

Celles qui possèdent un ou plusieurs bureaux/succursales à l'intérieur du pays sont faibles (environ 7%)

Environ 96,7% des ISBLSM enquêtées sont dotées d'un conseil d'administration ou d'un bureau exécutif dont l'effectif moyen est de 7 personnes

Domaines d'intervention des ISBLSM

Le secteur des ISBLSM se compose de syndicats, de groupements professionnels, de sociétés savantes, d'associations des consommateurs, de partis politiques, des églises et congrégations religieuses (y compris celles financées mais non contrôlées par les administrations publiques), des clubs sociaux, culturels, récréatifs et sportifs, des organismes de charité et associations de bienfaisance.

De par leur fonction principale qui est de fournir des biens et services aux adhérents ou aux ménages dans un but non lucratif ou à un prix non économiquement significatif, la santé, le développement local et logement, les services sociaux, l'environnement, l'éducation et la recherche constituent les principaux domaines d'intervention des ISBLSM enquêtées.

Partant du fait qu'une seule institution peut intervenir dans plusieurs domaines d'activités, on remarque que : plus de 76% des ISBLSM interviennent dans le domaine de la santé ; (70%), dans le domaine du développement local et logement ; 65,7% dans les domaines des services sociaux ; 57% environnement, 55,4%.éducation et recherche. Elles interviennent très peu dans le domaine des associations professionnelles et syndicats (12,8%)

Dans le domaine de la santé, 3 ISBLSM sur 5 interviennent dans les programmes de lutte contre les IST/VIH-SIDA, alors que 35% interviennent dans l'enseignement de la santé publique et du bien-être, 13,6% dans les soins hospitaliers

Dans le domaine des services sociaux, elles sont respectivement (31,8%) à intervenir au niveau des aides en nature aux personnes en difficultés : (29,3%) dans l'établissement et service d'accueil, (25,6%) dans le domaine de la protection de l'enfance,

S'agissant de développement communautaire et local (54%) interviennent en construisant des puits, des forages, des latrines publiques et familiales et des équipements socio communautaires (écoles, dispensaires) ; (38,8%) dans le développement social ; (32%) dans le développement économique tel que l'agriculture, l'élevage, l'appui aux initiatives locales et aux groupements et la formation et emploi (22%).

Ressources humaines

Le personnel des ISBLSM est essentiellement composé de 53% de bénévoles ou des volontaires, 47% de salariés permanents et temporaires. La répartition selon le sexe montre 70% d'hommes et 30% de femmes. La répartition selon le niveau de qualification donne 45% de cadres (niveau licence, maîtrise ou plus) et 55% pour les autres catégories d'agents (employés de bureau, gardiens de sécurité, etc.).

Ressources financières

Les principales ressources des ISBLSM sont constituées de ressources propres 25% (ventes, cotisations, dons/legs et autres), des ressources publiques 3,7% (subventions, conventions, collectivités locales, populations et autres) et des ressources privées 71%. (subventions, conventions et autres) ou des transferts de non résidents, y compris d'ISBLSM de type similaire résidentes d'autres pays. Les cotisations ne représentent qu'une part infime des ressources

Les ISBLSM sont dépendantes de l'extérieur au niveau des ressources ; ce qui constitue un handicap à leur action sur le terrain.

En 2007, le montant total des ressources des ISBLSM au Togo s'élève à 14 084 millions de F CFA contre 15 685 millions en 2008.

Dépenses de fonctionnement

D'une manière générale, les ISBLSM se composent, largement ou entièrement, de producteurs non marchands, c'est-à-dire de producteurs dont la production est fournie, en majorité ou en totalité, à d'autres unités, gratuitement, ou à des prix économiquement non significatifs. Contrairement à la production pour compte propre destinée à la consommation ou à la formation brute de capital des producteurs marchands, il n'existe pas en général de marchés appropriés sur lesquels observer des prix qui puissent servir de base pour valoriser leur production non marchande. Par convention, donc, cette production est valorisée par les coûts de production c'est à dire les différentes charges supportées dans leurs activités.

Deux postes constituent l'essentiel des dépenses de fonctionnement des ISBLSM : Il s'agit des salaires 46,1 % et des frais d'étude et formation 10,6 % dont les montants en 2007 sont respectivement de 2 186 millions de F CFA et 608 millions de F CFA. En 2008, ils sont de 2 618 millions de F CFA et 600 millions de F CFA respectivement. L'augmentation des charges salariales en 2008 pourrait s'expliquer par l'accroissement de l'effectif du personnel ou l'amélioration de la grille de rémunération. Dans l'ensemble, les dépenses de fonctionnement de 2008 représentent 1,1 fois celles de 2007. Ainsi, les charges ont connu une hausse de 14,1% au cours de la période 2007-2008.

Dépenses d'investissement

En comptabilité Nationale, l'investissement comprend le renouvellement des équipements et l'augmentation apportée au cours d'une période au patrimoine d'un agent. C'est l'accroissement ou le renouvellement du stock de capital fixe et il s'oppose à la consommation immédiate. En 2008, le montant total des investissements est 1,16 fois plus élevé que celui de 2007 qui s'élève à 1 216 960 257 F CFA. Toutefois, il faut préciser qu'au bien en 2007-2008, les ISBLSM ont surtout orienté leurs dépenses d'investissement dans l'acquisition de véhicule.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition des ONG de l'échantillon selon la région.....	3
Tableau 2-Répartition des ISBLSM selon le statut juridique et l'année de création ou d'installation.....	4
Tableau 3-Répartition des ISBLSM selon l'année de création ou d'implantation et la région.....	5
Tableau 4 : Répartition des ISBLSM selon la région et le statut juridique.....	6
Tableau 5 : Répartition des ISBLSM selon l'accord de programme avec le gouvernement.....	7
Tableau 6 : Répartition des ISBLSM selon le statut juridique et l'accord programme	7
Tableau 7 : Répartition des ISBLSM selon le domaine d'intervention.....	8
Tableau 8- Ressources humaines.....	13
Tableau 9 : Montant des ressources des ISBLSM en 2007 et 2008 (en F CFA)	13
Tableau 10-Montant(en FCFA) de financement de l'Etat aux ISBLSM enquêtées.....	14
Tableau 11 : Montant des dépenses de fonctionnement des ISBLSM en 2007 et 2008 (en F CFA) ...	15
Tableau 12 : Montant des investissements des ISBLSM en 2007 et 2008 (en F CFA)	15

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition (en %) des ISBLSM selon la région	5
Graphique 2-Répartition (en%) des ISBLSM suivant l'accord programme avec le gouvernement	6
Graphique 3-Répartition des ISBLSM selon le nombre de bureaux ou d'antennes.....	8
Graphique 4-répartition (en %) des différents domaines couverts par l'éducation et la recherche	9
Graphique 5-Répartition(en %) des différents domaines de la santé	10
Graphique 6-Répartition (en %) des différents domaines couverts par les services sociaux.....	11
Graphique 7-Répartition(en %) des différents domaines couverts par l'environnement	11
Graphique 8-Répartition(en %) des différents domaines couverts par le développement local et environnement.....	12

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Evolution des ISBLSM suivant les années de création ou d'installation.....	20
ANNEXE 2 : Répartition d'intervention suivant les régions.....	21
ANNEXE 3 : Domaines d'intervention au niveau de la culture et loisirs.....	22
ANNEXE 4 : Domaines d'intervention au niveau du service juridique et défense de droit.....	22
ANNEXE 5 : Domaines d'intervention au niveau des intermédiaires philanthropiques et promotion du bénévolat.....	23
ANNEXE 6 : Domaines d'intervention au niveau des activités internationales.....	23
ANNEXE 7 : Domaines d'intervention au niveau des associations professionnelles et syndicats	23

SIGLES ET ABREVIATIONS

CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
CSPro	Census and Survey Procession
DCNP	Division des Comptes Nationaux et de la Prévision
DGSCN	Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
DSF	Déclarations Statistiques et Fiscales
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
F CFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FBCF	Formation Brute du Capital Fixe
ISBLSM	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
IST/	Infections Sexuellement Transmissibles/VIH-SIDA
VIH-SIDA	Virus de l'immunodéficience humaine – Syndrome de l'immunodéficience acquise
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
ONGs	Organisations Non-Gouvernementales
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SPSS	Statistical Package for Social Science

INTRODUCTION

La comptabilité nationale est une technique statistique d'observation et de mesure qui consiste à établir une représentation simplifiée, complète et cohérente de toutes les transactions qui s'établissent entre les agents économiques au cours d'une période donnée.

Pour élaborer les comptes nationaux, tous les agents économiques ou unités institutionnelles qui animent l'activité économique sont regroupés en cinq secteurs institutionnels sur la base de leur fonction principale, de leur comportement, et de leurs objectifs.

Le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) se compose de syndicats, de groupements professionnels, de sociétés savantes, des associations des consommateurs, de partis politiques, des églises et congrégations religieuses (y compris celles financées mais pas contrôlées par les administrations publiques), des clubs sociaux, culturels, récréatifs et sportifs, des organismes de charité et associations de bienfaisance etc.

Ces institutions interviennent dans les domaines la santé, du développement local et logement, des services sociaux, de l'environnement, de l'éducation et la recherche, des culture et loisirs etc.

Ces domaines d'intervention qui sont en cohérence avec les politiques de développement nationales, notamment le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) sont la preuve que la société civile contribue énormément au développement socio-économique du pays.

Toutefois, en dépit du rôle de plus en plus croissant qu'elles jouent dans la vie socio-économique, leur participation au processus de développement n'est pas bien mesurée. Le montant de leurs investissements ainsi que leur contribution à la production nationale sont sous-évalués ou ne sont pas souvent.

Si la contribution à la croissance économique des autres secteurs est souvent mesurée en comptabilité nationale à travers la collecte et le traitement des sources bien identifiées et régulièrement suivies, il n'en est pas de même pour les ISBLSM.

Mesurer la contribution au PIB des ISBLSM participe à l'amélioration des comptes nationaux. Il devient donc nécessaire voir urgent de collecter régulièrement toutes les données sur l'activité des ISBLSM.

Le présent rapport fait état de la méthodologie utilisée et de l'analyse des résultats de l'enquête sur les activités des ISBLSM, en mettant l'accent sur leurs caractéristiques, leurs domaines d'intervention, leurs ressources financières et leurs dépenses.

OBJECTIFS DE L'ETUDE

Objectifs général

Mesurer la contribution des ISBLSM à la production nationale

Objectifs spécifiques

- Réaliser une étude sur la production des ISBLSM au Togo
- Analyser l'activité économique des ISBLSM au Togo
- Prendre en compte de la production la production des ISBLSM dans les comptes nationaux
- Disposer d'un répertoire des ONGs et Associations en vue de la collecte régulière de leur état financier

RESULTATS ATTENDUS

- Résultats de l'étude disponibles
- Prise en compte de la production des ISBLSM dans les comptes nationaux
- Répertoire des ONGs et Associations disponible

CONTRAINTES DE L'ETUDE

- Non actualisation l'annuaire électronique des ONGs en activité au Togo élaboré par le PNUD en, ce conduit à la réduction de la taille des ISBLSM enquêtés.
- Refus de collaboration de certains ONGs/Associations
- Mauvais remplissage du questionnaire d'enquête par certaines ISBLSM

1. METHODOLOGIE DE L'ETUDE

1.1. Base de sondage et échantillonnage

L'échantillonnage est basé sur l'annuaire électronique de 325 ONGs en activité au Togo élaboré par le PNUD en 2006. L'approche « boule de neige » a été utilisée.

Cette approche consiste à :

- Enquêter les ONGs de la base de sondage ;
- Identifier et enquêter toutes les ONGs similaires en activités

L'enquête a été réalisée dans toutes les régions du pays. La répartition de l'échantillon de base par région se présente comme suit :

Tableau 1 : Répartition des ONG de l'échantillon selon la région

Région	Nombre d'ONG
Savanes	20
Kara	24
Centrale	35
Plateaux	40
Maritime	31
Lomé	175
Total	325

Source : DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

1.2. Adaptation des documents de collecte

Les principaux documents de collecte sont :

- le questionnaire de collecte basé sur le questionnaire type John Hopkins;
- le manuel d'instructions des enquêteurs et des superviseurs.

Tous ces documents ont été examinés et adaptés par l'équipe technique de la Division des Comptes Nationaux et de la Prévision.

1.3. Recrutement et formation des agents de collecte

La collecte de données sur le terrain a mobilisé 15 agents enquêteurs et 07 superviseurs. La formation des agents de collecte a duré une semaine et a été assurée par les comptables nationaux de la DCNP. Elle a consisté en :

- une présentation des objectifs de l'enquête et des différents concepts,
- des exposés détaillés sur le remplissage des différentes parties du questionnaire
- des exercices de remplissage par les agents.

1.4. Sensibilisation des ISBLSM

Des missions de sensibilisation ont été organisées par la DGSCN dans toutes les régions du pays. Elles ont rencontré les autorités administratives, les responsables d'ONGs et Associations ainsi que les Présidents des réseaux d'Associations. Ces missions ont été précédées par des communiqués officiels et des correspondances adressées aux autorités des différentes régions et préfectures.

1.5. Collecte, saisie et traitement des données

La collecte a démarré le 23 novembre 2009 et a duré un mois. Sept (07) équipes de terrain sont constituées (pour les six régions, y compris Lomé-Commune). Dans les régions, la collecte est assurée par un agent enquêteur sous la supervision du Directeur Régional de la Statistique et de la Comptabilité Nationale. Par contre, pour Lomé-Commune, deux équipes ont été constituées.

La saisie des données est faite avec le logiciel CSPRO et le traitement des données a été réalisé sous le logiciel SPSS.

2. ANALYSE DES RESULTATS

2.1. Caractéristiques des ISBLSM

Cette partie de l'analyse se rapporte aux caractéristiques des ISBLSM enquêtées, notamment le statut juridique, l'année de création ou d'installation au Togo et les accords programmes avec l'Etat.

2.1.1. Année de création ou d'installation au Togo et le statut juridique

Le Tableau 2, présente la répartition des ISBLSM selon l'année de création ou d'installation au Togo et le statut juridique. Au total 33,5% des ISBLSM ont été créés au cours de la période 1992-1997, 33,1% entre 1998 et 2003, la plus faible proportion de création étant enregistré avant 1986.

Selon le statut juridique, 84,7% des ISBLSM sont des institutions nationales, 9,5% sont des institutions internationales et 5,8% ont un statut juridique mixte. Parmi les institutions internationales, une bonne partie a vu le jour au cours de la période 1986-1991.

Les résultats montrent que c'est après 1986 que la plupart des ISBLSM de l'étude ont été créées. Ceci pourrait s'expliquer par la démocratisation des institutions de la République au cours des années 1990.

En effet, c'est à partir de cette période qu'on a assisté à la libéralisation des mouvements associatifs et syndicaux au Togo. L'implantation des ISBLSM qui ont vu le jour au cours de cette période s'est alors faite dans toutes les régions du pays.

Tableau 2-Répartition des ISBLSM selon le statut juridique et l'année de création ou d'installation

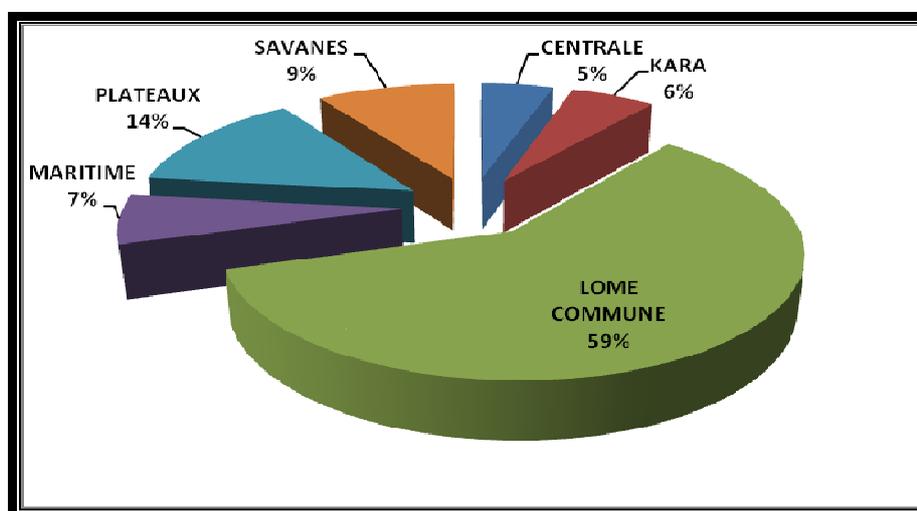
Année création/installation	Statut Juridique									Total	
	National			International			Mixte			Effectif	% colonne
	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne		

Avant 1986	11	64,7	5,4	3	17,6	13,0	3	17,6	21,4	17	7,0
1986-1991	24	75,0	11,7	7	21,9	30,4	1	3,1	7,1	32	13,2
1992-1997	72	88,9	35,1	6	7,4	26,1	3	3,7	21,4	81	33,5
1998-2003	70	87,5	34,1	6	7,5	26,1	4	5,0	28,6	80	33,1
2004-2007	28	87,5	13,7	1	3,1	4,3	3	9,4	21,4	32	13,2
Total	205	84,7	100	23	9,5	100	14	5,8	100	242	100

Source : DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

En ce qui concerne la répartition géographique des ISBLSM, il ressort des résultats que près de 60% des ISBLSM sont installées à Lomé la capitale, contre 14% dans la région des Plateaux, 9% dans la région des Savanes, 7% dans la région Maritime, 6% dans la région de la Kara et 5% dans la région Centrale (Voir Graphique 1).

Graphique 1 : Répartition (en %) des ISBLSM selon la région



Source : DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

Avant 1986, parmi les 17 institutions créées, 11 sont à Lomé Commune, soit 64,7%, 3 dans la région des Savanes. C'est au cours de la période 1986-1991 que la Région Maritime a commencé par abriter les bureaux d'ISBLSM. De façon générale, le rythme de création/installation d'ISBLSM a considérablement baissé au cours de la période 2004-2007 sur toute l'étendue du territoire national.

Tableau 3-Répartition des ISBLSM selon l'année de création ou d'implantation et la région

Régions	Année création/installation					Total
	Avant 1986	1986-1991	1992-1997	1998-2003	2004-2007	
LOMÉ COMMUNE	11	22	46	43	22	144
MARITIME	0	1	9	5	1	16
PLATEAUX	1	4	10	14	4	33
CENTRALE	1	0	1	9	1	12
KARA	1	2	7	3	1	14
SAVANES	3	3	8	6	3	23
Total	17	32	81	80	32	242

La répartition des ISBLSM suivant la région et le statut juridique présentée dans le tableau 4 montre que les institutions à caractère national sont majoritaires dans chacune des régions ; elles sont 119 sur les 144 ayant leur siège à Lomé, 14 sur 16 dans la région Maritime, 29 sur 33 dans les Plateaux, 10 sur 12 dans la région Centrale, 12 sur 14 dans la Kara et 21 sur 23 dans la région des Savanes. Il est à noter que la région Maritime demeure la seule à ne pas abriter le siège d'une ISBLSM de statut juridique international.

Tableau 4 : Répartition des ISBLSM selon la région et le statut juridique

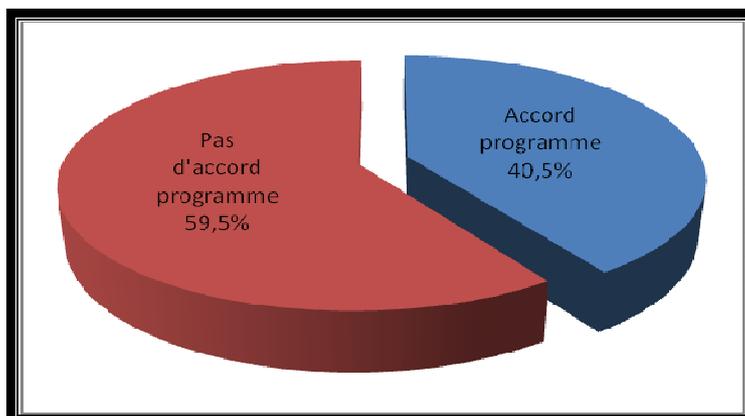
Régions	Statut Juridique			Total
	National	International	Mixte	
LOME COMMUNE	119	17	8	144
MARITIME	14	0	2	16
PLATEAUX	29	1	3	33
CENTRALE	10	2	0	12
KARA	12	1	1	14
SAVANES	21	2	0	23
Total	205	23	14	242

Source : DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

2.1.2. Accord programme des ISBLSM avec le gouvernement

Une des caractéristiques essentielles des ISBLSM est leur étroite collaboration avec les institutions gouvernementales dans leurs activités sur le terrain. Cette collaboration se manifeste souvent par la signature d'un accord programme avec le gouvernement. Celle-ci permet à l'administration publique de suivre les ISBLSM sur le terrain. Cette signature d'accord programmes permet aux ISBLSM de bénéficier de certains avantages comme les exonérations fiscales lors de l'achat ou l'importation de matériels et équipements divers. Malgré les multiples avantages associés à ce partenariat, seules deux ISBLSM sur cinq ont signé un accord programme avec le gouvernement.

Graphique 2-Répartition (en%) des ISBLSM suivant l'accord programme avec le gouvernement



La répartition des ISBLSM selon la région et l'accord programme avec le gouvernement montre que 58% de celles qui ont signé un accord programme avec l'Etat se trouvent dans la capitale, soit un total de 57 ISBLSM ; 5 dans la région Maritime, 10 dans la région des Plateaux; 6 dans la région Centrale (50% des ISBLSM de la région), 8 dans la Kara et 12 dans la région des Savanes.

Tableau 5 : Répartition des ISBLSM selon l'accord de programme avec le gouvernement

Régions	Accord programme avec le gouvernement		Total
	Oui	Non	
LOME COMMUNE	57	87	144
MARITIME	5	11	16
PLATEAUX	10	23	33
CENTRALE	6	6	12
KARA	8	6	14
SAVANES	12	11	23
Total	98	144	242

Source : DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

Sur l'ensemble des ISBLSM qui ont signé un accord programme, 77,6% ont un statut national alors que 17,3% ont un statut juridique international. Mais une analyse plus fine révèle que les ISBLSM internationales sont celles qui signent le plus d'accord avec le gouvernement. En effet, elles représentent environ les trois quarts des ISBLSM à statut juridique international tandis qu'un peu plus du tiers (37,1%) des ISBLSM nationales ont un accord programme.

Tableau 6 : Répartition des ISBLSM selon le statut juridique et l'accord programme

Statut Juridique	Accord programme avec le gouvernement					
	Oui			Non		
	<i>Effectif</i>	<i>% ligne</i>	<i>% colonne</i>	<i>Effectif</i>	<i>% ligne</i>	<i>% colonne</i>
National	76	37,1	77,6	129	62,9	89,6
International	17	73,9	17,3	6	26,1	4,2
Mixte	5	35,7	5,1	9	64,3	6,3
Total	98	40,5	100	144	59,5	100

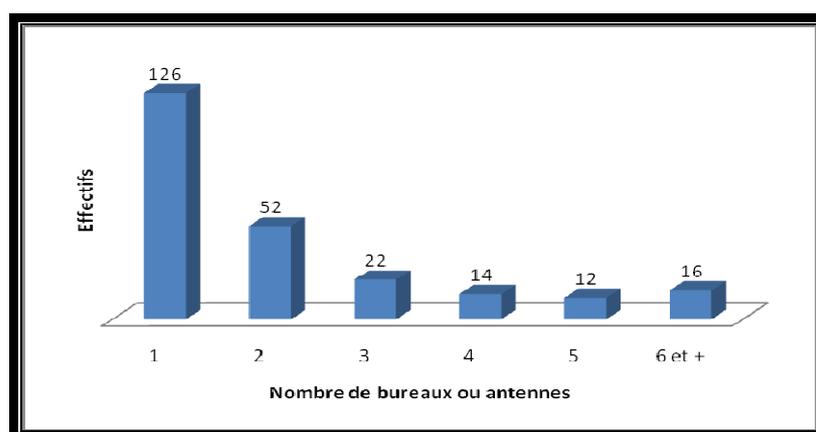
Source : DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

2.1.3. Localisation géographique dans le pays

Les résultats montrent que plus de la moitié (52,1%) de ces institutions ont un seul bureau qui est en même temps le siège. Selon le nombre de bureaux, 21,5% ont deux représentations à l'intérieur du pays et 26,4% ont au moins trois bureaux.

La plupart d'entre elles ont leur siège à Lomé et dans les grandes villes du pays alors que les actions sont beaucoup orientées vers les populations des villages et fermes du pays.

Graphique 3-Répartition des ISBLSM selon le nombre de bureaux ou d'antennes



Source : DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

2.2. Domaines d'intervention des ISBLSM

Il est question dans cette partie d'apprécier les différents grands domaines d'intervention des ISBLSM sur le territoire togolais. Il faut d'ores et déjà mentionner qu'une seule institution peut intervenir dans plusieurs domaines d'activités correspondant à sa mission, à sa vision, et parfois à celle de ses partenaires financiers. Il ressort des résultats que les grands domaines d'intervention des ISBLSM sont : la santé (76%), le développement local et logement (69,8%), les services sociaux (66,7%), l'environnement (57%) et l'éducation et la recherche (55,4%). Toutefois, il est à noter que les ISBLSM enquêtées interviennent très peu dans le domaine des associations professionnelles et syndicats (12,8%) et des cultes (6,6%).

Tableau 7 : Répartition des ISBLSM selon le domaine d'intervention

Domaines d'intervention	Effectif	%
Culture et loisirs	64	26,4
Education et recherche	134	55,4
Santé	184	76,0
Services Sociaux	159	65,7
Environnement	138	57,0
Développement local et logement	169	69,8
Services juridiques et défense de droits	107	44,2
Intermédiaires philanthropiques et promotion du bénévolat	61	25,2

Activités internationales	67	27,7
Associations Professionnelles et syndicats	31	12,8
Culte	16	6,6
Autres activités	26	10,7

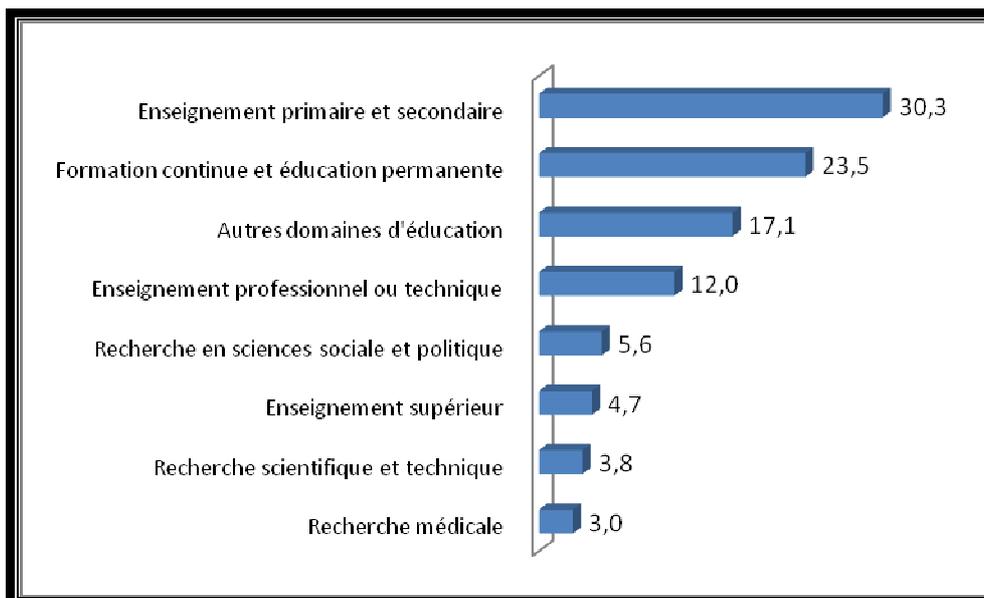
Source : DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

L'analyse par région montre que Lomé concentre plus de 50% des ISBLSM. Ainsi, dans le domaine de la santé, environ 60% des institutions sont à Lomé, contre 7,1% dans la région Maritime et 4,9% dans la région Centrale. Il en est de même pour le domaine du développement local et logement dont 57,4% interviennent à Lomé contre 5,9% dans la région Centrale et 6,5% dans la région de la Kara. (Voir Annexes, Tableau A1)

L'appréciation des activités que mènent les ISBLSM dans chaque domaine d'intervention montre que pour le groupe « Culture et loisirs », les « Clubs de loisirs/divertissements ou clubs sociaux » viennent en première position (28%), suivis du « Sport » (19,5%) et des « Médias et communication » (16,9%). Elles sont quasi inexistantes dans les activités de protection des « Zoos et aquariums » (1,7%) et des « Musées » (0,8%) (Voir Annexe Tableau A2)

« L'éducation », moteur du développement et qui constitue l'un des objectifs du millénaire pour le développement, constitue également un domaine de prédilection des ISBLSM au Togo. Dans ce domaine, « l'enseignement primaire et secondaire » occupe une place de choix dans laquelle interviennent 30,3% des ISBLSM. La « Formation continue et l'éducation permanente » viennent en deuxième position avec 23,5% des institutions. Les autres domaines de l'éducation occupent près de 17% des institutions.

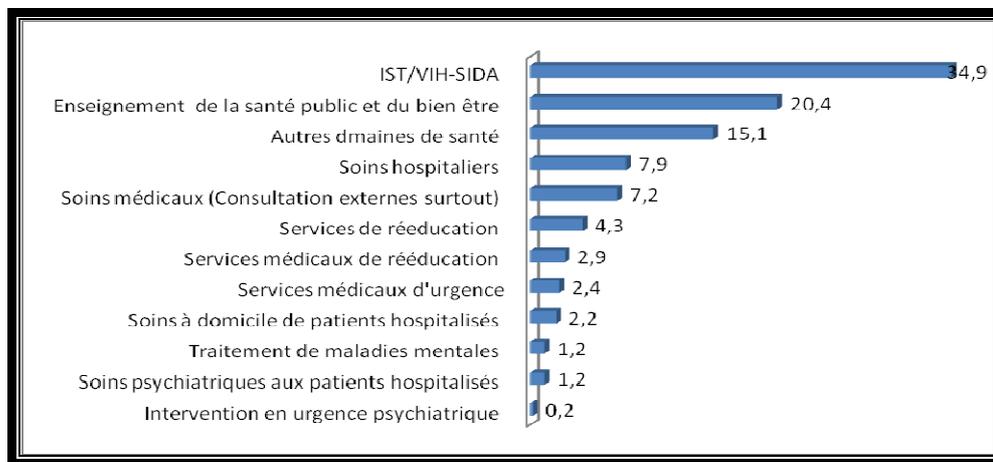
Graphique 4-Répartition (en %) des différents domaines couverts par l'éducation et la recherche



Source : DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

A part l'éducation, la « Santé » constitue également un domaine prioritaire d'intervention des ISBLSM. En effet, elles ne sont pas restées en marge de la mobilisation nationale contre le VIH-SIDA. D'après les résultats obtenus, trois (3) ISBLSM sur 5 interviennent dans les programmes de lutte contre les IST/VIH-SIDA, 35% dans "l'enseignement de la santé publique et du bien-être", 20,4% dans les "Soins hospitaliers" et 15,1% dans les autres domaines de la santé. Par contre, celles qui s'intéressent aux "Urgences psychiatriques" sont quasi inexistantes. Ces domaines d'intervention qui sont en cohérence avec les politiques de développement nationales, notamment le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) sont la preuve que la société civile contribue énormément au développement socio-économique du pays.

Graphique 5-Répartition(en %) des différents domaines de la santé

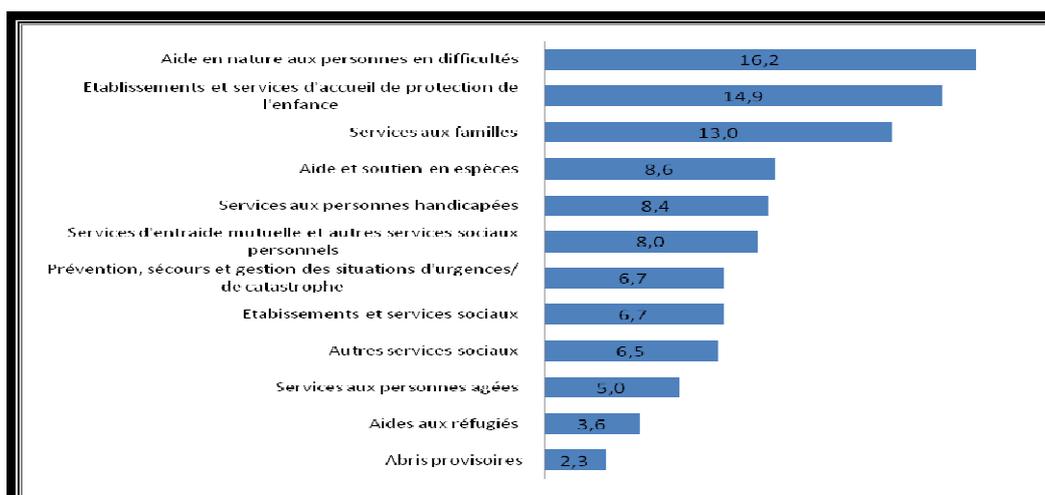


Source :

DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

Dans le domaine des « Services sociaux », les activités qui occupent le plus souvent les institutions sont respectivement les "Aides en nature aux personnes en difficultés" (16,2%), "l'établissement et service d'accueil et protection de l'enfance" (14,9%), les "Services aux familles" (13%), les "aides et soutiens en espèces" (8,6%), les "services aux personnes handicapées" (8,4%), les "Services d'entraide mutuelle" et "Autres services sociaux" (8%) et la "prévention, secours et gestion des situations d'urgences ou de catastrophes" (6,7%).

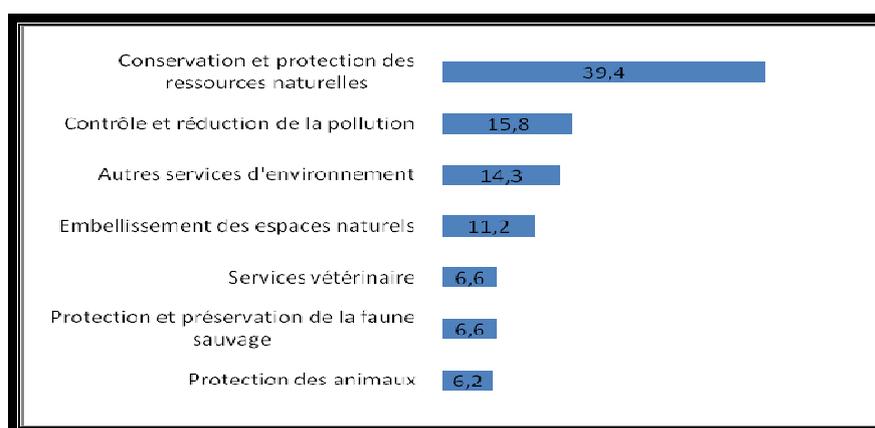
Graphique 6-Répartition (en %) des différents domaines couverts par les services sociaux



Source : DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

Face à la problématique de changement climatique et des politiques de protection de l'environnement pour un développement humain durable, les ISBLSM qui exercent leurs activités au Togo ne sont pas du reste. Ainsi, la "Conservation et protection des ressources naturelles" viennent en première position des activités de prédilection des institutions dans le domaine de « L'environnement » (39,4%). Les autres domaines couverts par les ISBLSM en matière de l'environnement sont entre autres, le "Contrôle et réduction de la pollution" (15,8%), les "Autres services de l'environnement" (14,3%).et "L'embellissement des espaces naturels" (11,2%)

Graphique 7-Répartition(en %) des différents domaines couverts par l'environnement

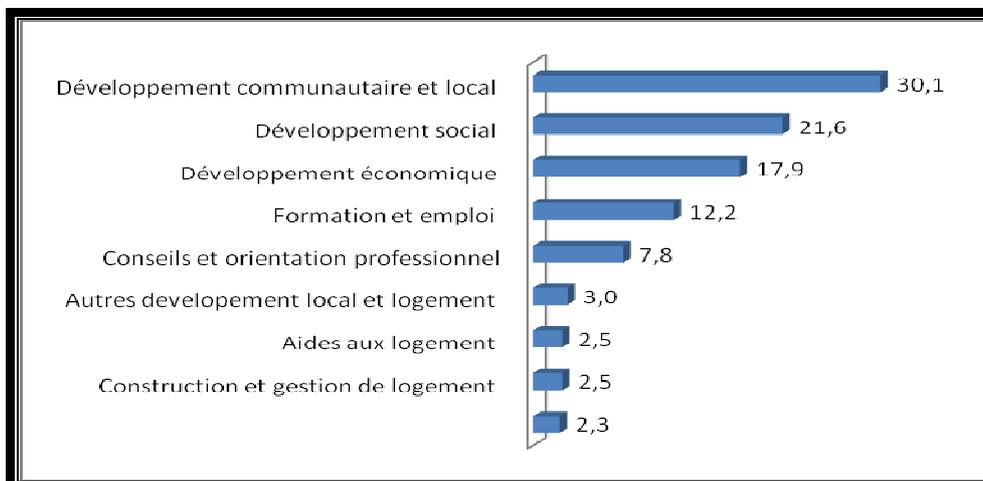


Source : DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

Dans le domaine du « Développement local et logement », il ressort des résultats obtenus que plus de la moitié (30,1%) des ISBLSM interviennent dans le domaine du "Développement communautaire et local" en construisant des puits, des forages, des latrines publiques et familiales et des équipements socio-communautaires (écoles, dispensaires, etc.) pour les communautés qui en assurent la gestion. Viennent respectivement le "Développement social"

(21,6%), le "Développement économique" tel que l'agriculture, l'élevage, l'appui aux initiatives locales et aux groupements (17,9%) et la "Formation et emploi" (12,2%).

Graphique 8-Répartition(en %) des différents domaines couverts par le développement local et environnement



Source : DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

Dans le domaine des « Services juridiques et défense de droits », les principaux domaines qui occupent plus d'institutions sont entre autres la "Défense des droits civils" (26,9%), les "Campagnes ou actions de persuasion" (18,6%) et les "Aides aux victimes" (12%). (Voir Annexes, Tableau A3)

Par ailleurs, les « Intermédiaires philanthropiques et promotion du bénévolat » représentent un domaine qui ne retient pas tellement l'attention des institutions d'une manière globale. Néanmoins, dans ce domaine, la "Promotion et aide au bénévolat" (43,8%) et les "Activités de collecte et de distribution de subventions" (35%) représentent les domaines d'activités dans lesquels les ISBLSM interviennent le plus. (Voir Annexes, Tableau A4)

Au niveau des « Activités internationales », la "Défense des droits de l'homme" (34,7%) et les "Relances et échanges culturels internationaux" (26,7%) restent les deux domaines privilégiés d'intervention des ISBLSM ayant fait l'objet de cette étude. (Voir Annexes, Tableau A5)

Les ISBLSM couvertes par cette étude sont quasi inexistantes dans le domaine de « Culte » au niveau des activités religieuses, de prédications, de cérémonies, etc.

Au vu des résultats, les domaines prioritaires à toutes les institutions enquêtées sont respectivement la santé, le développement local, les services sociaux et l'éducation.

2.3. Les Ressources Humaines

Compte tenu de leurs activités philanthropiques, le personnel des ISBLSM est essentiellement composé de bénévoles ou de volontaires. Ceux-ci représentent 53% du personnel des ISBLSM

au Togo en 2008 contre 47% pour les salariés permanents et temporaires. Parmi cet effectif total, les hommes représentent 70% contre 30% pour les femmes. La répartition selon le niveau de qualification donne 45% de cadres (niveau licence, maîtrise ou plus) et 55% pour les autres catégories d'agents (employés de bureau, agents de sécurité, etc.).

Tableau 8- Ressources humaines

Rubriques	Nationaux		Expatriés		Total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Salariés permanents	1251	503	13	5	1772
Salariés temporaires	409	198	9	5	621
Bénévoles permanents	965	555	20	9	1549
Bénévoles temporaires	390	227	42	63	722
Total	3015	1483	84	82	4664
Cadre A	796	200	39	43	1078
Cadre B	658	314	16	22	1010
Autres agents	1561	969	29	17	2576
Total	3015	1483	84	82	4664

Source : DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

2.4. Les Ressources Financières

Les ressources des ISBLSM proviennent principalement des ressources propres (ventes, cotisations, dons/legs et autres), des ressources publiques (transferts provenant de l'Etat, des collectivités locales et autres), ainsi que des ressources privées (transferts, conventions et autres). Les transferts de non résidents, y compris d'ISBLSM de type similaire résidentes d'autres pays constituent également des ressources non négligeables.

Au Togo comme dans la plupart des pays en développement, les ISBLSM sont dépendantes de l'extérieur au niveau des ressources ; ce qui peut constituer un handicap à leur action sur le terrain. En 2007, le montant total des ressources des ISBLSM au Togo s'élevait à 14 084 millions de F CFA contre 15 685 millions en 2008. Les parts des ressources propres, des ressources publiques et des ressources privées sont respectivement de 25,4% ; 4,7% et 69,9% ; alors qu'en 2008 elles sont respectivement 25% ; 3,7% et 71,3%. Ces résultats montrent que pour leurs activités, les ISBLSM dépendent à 70% des financements extérieurs. Ces appuis financiers se réalisent généralement dans le cadre des relations de partenariat, de concertation, d'union, de jumelage, etc.

Tableau 9 : Montant des ressources des ISBLSM en 2007 et 2008 (en F CFA)

Ressources	Sources	2007	2008	Part (%) 2007	Part (%) 2008
Ressources Propres	Ventes	451 537 476	602 804 109	3,1	3,8
	Cotisations	219 167 944	246 767 976	1,5	1,6

	Dons/legs	2 013 400 579	1 946 045 166	13,9	12,4
	Autres	891 226 981	1 125 592 684	6,2	7,2
	Total-1	3 575 332 980	3 921 209 935	24,7	25,0
Ressources Publiques	Transferts	343 957 557	359 221 039	2,4	2,3
	Conventions	144 102 699	190 173 145	1,0	1,2
	Collectivités	3 757 000	7 096 860	0,0	0,0
	Autres	10 796 691	28 981 206	0,1	0,2
	Total-2	502 613 947	585 472 250	3,5	3,7
Ressources Privées	Transferts	7 985 485 639	8 302 044 378	55,2	52,9
	Conventions	1 563 181 750	1 836 863 645	10,8	11,7
	Autres	829 453 834	1 039 798 871	5,7	6,6
	Total-3	10 378 121 223	11 178 706 894	71,8	71,3
TOTAL		14 456 068 150	15 685 389 079	100	100,0

Source : DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

Au niveau des ressources propres, les dons ou legs représentent 56% des ressources en 2007 contre 50% pour l'année 2008. Les cotisations ne représentent qu'une part infime. Ce résultat montre qu'en dépit du fait que les ISBLSM comptent des membres, ceux-ci ne participent que modestement au financement des activités des institutions.

En ce qui concerne les ressources publiques, ce sont les transferts qui représentent la plus grande partie (près de 68% en 2007 et 61% en 2008). Ces subventions d'une part proviennent principalement de l'Etat ou des départements publics (Ministères, Directions, CNSS, etc.) dont la part est de plus de 25% des subventions en 2007 contre 23% en 2008 et d'autre part des collectivités locales et des populations ; preuve que l'Etat, en dehors des exonérations accordées, accompagne les ISBLSM dans leurs activités au profit des populations togolaises.

Tableau 10-Montant(en FCFA) de financement de l'Etat aux ISBLSM enquêtées

Libellés	2007			2008		
	Etat	Total	Part(%)	Etat	Total	Part(%)
Transferts	87 820 096	343 957 557	25,5	84094824	359221039	23,4
Collectivités	862 000	3 757 000	22,9	958000	7096860	13,5
Conventions	151 500	144 102 699	0,1	1216000	190173145	0,6

Source : DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

2.5. Dépenses

2.5.1. Dépenses de fonctionnement

En 2007, deux postes constituent l'essentiel des dépenses de fonctionnement des ISBLSM enregistrées. Il s'agit des salaires et des frais d'étude et formation dont les montants en 2007 sont respectivement de 2 186 millions de F CFA et 608 millions de F CFA. En 2008, ils sont de

2 618 millions de F CFA et 600 millions de F CFA respectivement. L'augmentation des charges salariales en 2008 pourrait s'expliquer par l'accroissement de l'effectif du personnel ou l'amélioration de la grille de rémunération. Les charges ont connu une hausse de 14,1% au cours de la période 2007-2008.

Tableau 11 : Montant des dépenses de fonctionnement des ISBLSM en 2007 et 2008 (en F CFA)

Libellés	2007		2008	
	Montant	Part(%)	Montant	Part(%)
Salaire	2 185 504 449	43,9	2 617 949 584	46,1
Cotisation Sociales	344 786 671	6,9	365 567 620	6,4
Primes et autres indemnités	227 048 237	4,6	303 028 234	5,3
Mission et déplacement	401 833 546	8,1	445 683 415	7,9
Electricité, eau et gaz	141 194 668	2,8	156 462 970	2,8
Carburant lubrifiant	320 299 652	6,4	306 005 968	5,4
Téléphone et communication	210 288 818	4,2	249 798 732	4,4
Etudes et formations	608 303 071	12,2	600 379 534	10,6
Loyer	184 115 285	3,7	225 159 091	4,0
Transport	125 078 247	2,5	126 888 431	2,2
Assurance	76 823 844	1,5	90 720 435	1,6
Réparations	148 161 220	3,0	186 851 903	3,3
Total	4 973 437 708	100	5 674 495 917	100

Source : DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

2.5.2. Dépenses d'investissement

Au sens de la comptabilité nationale, l'investissement comprend le renouvellement des équipements et l'augmentation apportée au cours d'une période au patrimoine d'un agent. C'est l'accroissement ou le renouvellement du stock de capital fixe et il s'oppose à la consommation immédiate.

Au cours de la période 2007-2008, le montant total des investissements réalisés par les ISBLSM s'élève en moyenne à 1 315 millions de F CFA. Ces investissements sont réalisés dans plusieurs domaines tels que la construction des bâtiments, l'acquisition de terrain, d'équipements informatiques, de matériels roulants, de mobiliers de bureau ainsi que de matériels et outillages. Il faut mentionner qu'au cours de l'année 2008, les ISBLSM ont consacré une part importante de leur investissement aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (matériels informatiques, connexion internet, etc.) et à l'acquisition de véhicules.

Tableau 12 : Montant des investissements des ISBLSM en 2007 et 2008 (en F CFA)

Libellés	2007	Poids(%)	2008	Poids(%)
Bâtiment	88 365 830	7,3	67 806 485	4,8
Terrain	87 061 340	7,2	22 460 000	1,6

Installation et agencement	60 254 009	5,0	23 315 860	1,6
Matériels et outillages	201 515 026	16,6	61 012 732	4,3
Matériels informatiques	126 545 573	10,4	250 014 698	17,7
Matériels audio visuel	19 203 670	1,6	13 752 124	1,0
véhicules	487 016 876	40,0	986 149 920	69,8
Motos	68 433 312	5,6	35 830 020	2,5
Mobiliers de bureau	28 706 621	2,4	21 862 997	1,5
Autres	49 858 000	4,1	11 685 955	0,8
Total	1 216 960 257	100	1 413 802 281	100

Source : DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

D'une manière générale, les ISBLSM se composent, largement ou entièrement, de producteurs non marchands, c'est-à-dire de producteurs dont la production est fournie, en majorité ou en totalité, à d'autres unités, gratuitement ou à des prix non économiquement significatifs. Par convention, cette production est valorisée par les coûts de production, c'est-à-dire les différentes charges supportées dans leurs activités.

CONCLUSION

De par leurs activités et les domaines d'intervention, les ISBLSM occupent une place très importante dans le développement socio-économique du pays. Elles sont implantées sur toute l'étendue du territoire national et offrent divers services aux populations et communautés à la base. La présente étude qui ne concerne qu'une catégorie d'ISBLSM à savoir les organisations non gouvernementales (ONGs) est une première étape d'une série d'études sur les ISBLSM que la DGSCN compte mener afin de disposer d'informations fiables sur leur contribution à la croissance économique au Togo grâce aux appuis financiers et techniques des partenaires au développement.

Les résultats de l'étude seront exploités selon les différentes approches de la comptabilité nationale pour cerner la contribution au PIB des ISBLSM au Togo. Cette étude permettra à la Division des Comptes Nationaux et de la Prévision d'avoir les états financiers d'un échantillon d'ISBLSM tout comme les DSF des entreprises.

La mise en place d'une base de données sur les ISBLSM, permettra de remédier aux problèmes posés par l'absence de visibilité de l'ensemble du secteur des ISBLSM. Cela donnerait aux comptes nationaux l'opportunité de mieux couvrir les activités de tous les acteurs de l'économie, et par ricochet, de bien estimer les agrégats macroéconomiques du Togo.

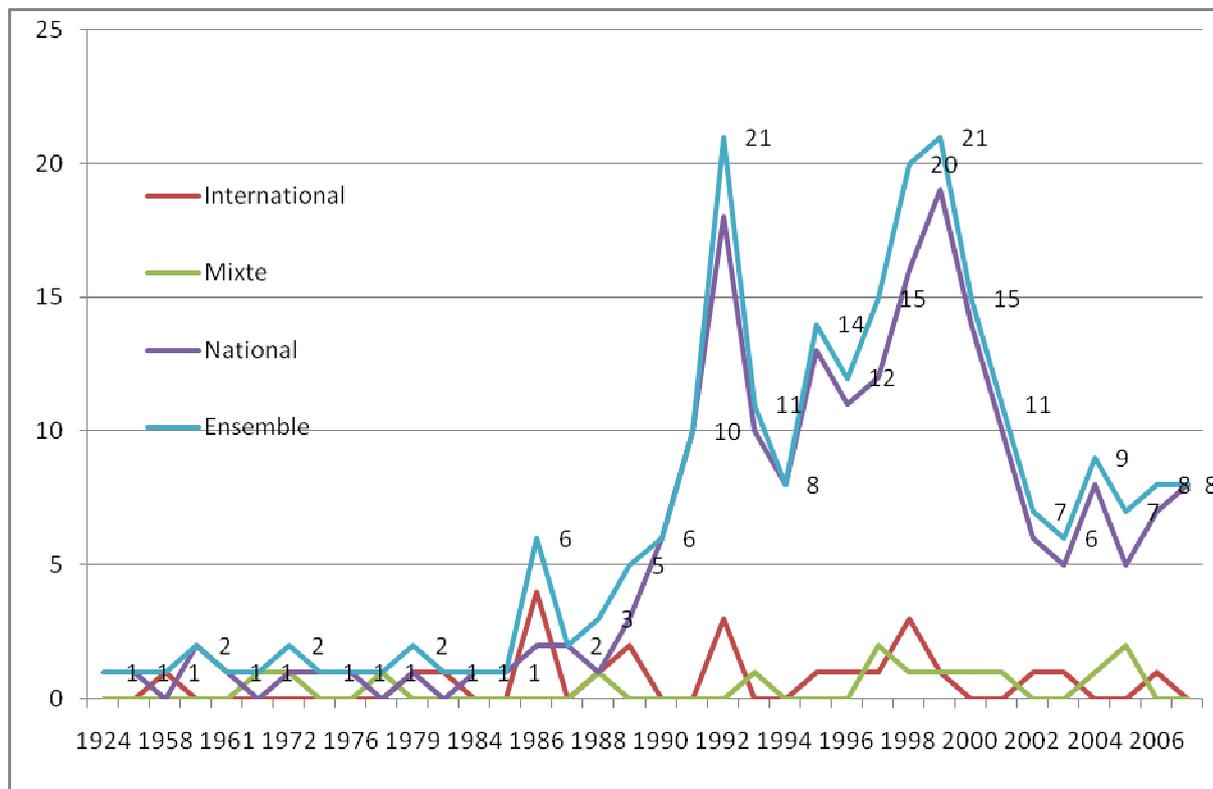
Pour ce faire, la franche collaboration de tous les acteurs, notamment les responsables des institutions, est indispensable pour la réussite des études.

BIBLIOGRAPHIE

1. Division des statistiques de l'Organisation des Nations Unies, 1993 : Système de comptabilité nationale 1993
2. Division des statistiques de l'Organisation des Nations Unies, 2006 : Manuel sur les institutions sans but lucratif dans le système de comptabilité nationale ; Etudes méthodologiques, Série F, N°91
3. Michel, Richard, 2007 : Evaluation de la contribution des ISBLSM au PIB : Rapport d'étape
4. Silem, Ahmed et al. 2004 : Lexique d'économie, 8^e édition

ANNEXES

ANNEXE 1 : Evolution des ISBLSM suivant les années de création ou d'installation



ANNEXE 2 : Répartition d'intervention suivant les régions

Domaines d'intervention	Régions												Total
	LOME COMMUNE		MARITIME		PLATEAUX		CENTRALE		KARA		SAVANES		
	Effectif	% ligne	Effectif	% ligne	Effectif	% ligne	Effectif	% ligne	Effectif	% ligne	Effectif	% ligne	
Cultures et Loisirs	45	70,3	4	6,3	7	10,9	2	3,1	1	1,6	5	7,8	64
Education et Recherche	75	56,0	8	6,0	20	14,9	4	3,0	11	8,2	16	11,9	134
Santé	108	58,7	13	7,1	25	13,6	9	4,9	9	4,9	20	10,9	184
Services Sociaux	97	61,0	11	6,9	18	11,3	8	5,0	10	6,3	15	9,4	159
Environnement	72	52,2	7	5,1	24	17,4	7	5,1	10	7,2	18	13,0	138
Développement local et logement	97	57,4	14	8,3	18	10,7	10	5,9	11	6,5	19	11,2	169
Services juridiques et défense de droits	72	67,3	8	7,5	13	12,1	3	2,8	5	4,7	6	5,6	107
Intermédiaires philanthropiques et promotion du bénévolat	41	67,2	3	4,9	7	11,5	1	1,6	1	1,6	8	13,1	61
Activités internationales	47	70,1	1	1,5	6	9,0	3	4,5	1	1,5	9	13,4	67
Associations Professionnelles et syndicats	21	67,7	1	3,2	0	0	3	9,7	2	6,5	4	12,9	31
Culte	11	68,8	1	6,3	0	0	0	0	3	18,8	1	6,3	16
Autres activités	20	76,9	1	3,8	2	7,7	0	0	1	3,8	2	7,7	26

Source: DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

ANNEXE 3 : Domaines d'intervention au niveau de la culture et loisirs

culture et loisirs	Effectif	%
<i>Média et communication</i>	20	16,9
<i>Arts plastiques, architecture, céramique</i>	9	7,6
<i>Spectacles</i>	12	10,2
<i>Activités historiques, littéraires et humanistes</i>	12	10,2
<i>Musées</i>	1	0,8
<i>Zoos et aquariums</i>	2	1,7
<i>Sports</i>	23	19,5
<i>Clubs de loisirs/divertissements ou clubs sociaux</i>	33	28,0
<i>Autres domaines de culture et loisirs</i>	6	5,1

Source: DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

ANNEXE 4 : Domaines d'intervention au niveau du service juridique et défense de droit

Services juridiques et défense de droits	Effectifs	%
<i>Campagnes ou action de persuasion</i>	45	19,5
<i>Défense des droits civils</i>	65	28,1
<i>Défenses des groupes ethniques et du patrimoine</i>	10	4,3
<i>Associations civiques</i>	18	7,8
<i>Services juridiques</i>	19	8,2
<i>Prévention de la criminalité et de la sécurité publique</i>	12	5,2
<i>Réhabilitation des délinquants</i>	21	9,1
<i>Aide aux victimes</i>	29	12,6
<i>Protection des consommateurs</i>	10	4,3
<i>Autres services de services juridiques et défense de droits</i>	2	0,9
Total	231	100

Source: DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

ANNEXE 5 : Domaines d'intervention au niveau des intermédiaires philanthropiques et promotion du bénévolat

Intermédiaires philanthropiques et promotion du bénévolat	Effectifs	%
Activités de collecte et de distribution de subventions	28	35,0
Promotion et aide au bénévolat	35	43,8
Activités de collecte de fonds	14	17,5
Autres services d'intermédiaires philanthropiques et promotion du bénévolat	3	3,8
Total	80	100

Source: DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

ANNEXE 6 : Domaines d'intervention au niveau des activités internationales

Activités Internationales	Effectif	%
Relances et échanges culturels internationaux	27	26,7
Associations d'aide au développement	24	23,8
Secours d'urgence international	6	5,9
Défense des droits de l'homme	35	34,7
Autres activités internationales	9	8,9
Total	101	100

Source: DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009

ANNEXE 7 : Domaines d'intervention au niveau des associations professionnelles et syndicats

Associations Professionnelles et syndicats	Effectif	%
Associations économiques	13	32,5
Associations professionnelles	18	45
Syndicats	4	10
Autres associations professionnelles et syndicats	5	12,5
Total	40	100

Source: DGSCN/Enquête sur la contribution au PIB des ISBLSM, 2009